

Séance du 24 novembre 2011

Présents : M. W. Draps, Bourgmestre-Président ;
M. S. de Patoul, M. D. De Keyser, Mme A.C. d'Ursel, M. J.-C. Laes, Mme B. de Spirlet, Mme A.-M. Claeys-Matthys,
Mme C. Dejonghe, M. P. van Cranem, Echevins ;
M. B. Cerexhe, M. C. Vanhee, M. E. Kesteloot, M. C. Carels, Mme C. Persoons, M. D. Harmel, M. E. Degrez,
Mme C. Renson, M. F. Delpérée, M. P. Lefèvre, M. V. Jammaers, Mme J. Raskin, Mme L. Smajda, M. R. Rampelberg,
Mme P. de Bergeyck, Mme C. Sallé, Mme F. de Callatay-Herbiet, M. F. Liégeois, Mme M. Vamvakas, Mme D. Servais,
Mme M. Nothomb, Conseillers communaux ;
M. G. Mathot, Secrétaire communal.

Règlement-redevance relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques - Modification

LE CONSEIL, en séance publique,

Vu la nouvelle loi communale, telle que modifiée par dispositions fédérales et régionales, notamment l'article 117 ;

Vu la loi du 25.06.1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines, notamment les articles 8 à 10 ;

Vu l'arrêté royal du 24.09.2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine, notamment les articles 4 et 8 à 22 ;

Considérant qu'en vertu de l'article 8 § 1 de la loi du 25.06.1993, l'organisation d'activités ambulantes et foraines sur les marchés et fêtes foraines publics est déterminée par un règlement communal ;

Considérant qu'en vertu de l'article 9 § 1 de la loi du 25.06.1993, l'organisation des activités ambulantes et foraines sur le domaine public, en dehors des marchés et fêtes foraines publics, est déterminée par un règlement communal ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins ;

DECIDE à l'unanimité, de modifier comme suit le règlement-redevance relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

CHAPITRE 1. - Organisation d'activités foraines et d'activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques

Article 1. Champ d'application et définitions

Est considérée comme **fête foraine** toute manifestation créée ou préalablement autorisée par la commune, rassemblant, en des lieux et en des temps déterminés, des exploitants d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine, qui y vendent des services et produits au consommateur.

Est considérée comme **activité foraine** toute vente, offre en vente ou exposition en vue de la vente de services au consommateur, dans le cadre de l'exploitation d'attractions foraines ou d'établissements de gastronomie foraine sans service à table.

Le présent règlement ne s'applique pas aux parcs d'attractions ni aux attractions foraines sédentaires.

Article 2. Information

Toutes les foires seront annoncées par la presse foraine. Tous les renseignements relatifs aux fêtes foraines peuvent être obtenus à :

Administration communale de Woluwe-Saint-Pierre
avenue Charles Thielemans 93
1150 Bruxelles

Article 3. Identification des fêtes foraines publiques

La commune organise les fêtes foraines publiques suivantes sur le domaine public :

<u>LIEU</u>	<u>PERIODE</u>	<u>DUREE</u>
1. place Dumon (Stockel)	La semaine comprenant l'Ascension	9 jours
2. place Dumon (Stockel)	La semaine du 15 août	9 jours
3. parvis Sainte-Alix	La deuxième semaine après le lundi de Pâques	14 jours

Les heures d'ouverture des foires sont fixées comme suit :

- a.- lundi-mardi-mercredi-jeudi : de 16 h. 00 à 22 h. 00 ;
- b.- vendredi-samedi-dimanche et jours fériés : de 10 h. 00 à 24 h. 00.

Le Conseil communal donne procuration au Collège des Bourgmestre et Echevins pour déterminer les dates des fêtes foraines.

Les emplacements occupés par les installations foraines et les loges foraines à l'occasion des fêtes foraines susmentionnées ne peuvent pas être occupés plus longtemps que durant les périodes indiquées dans le présent article.

Article 4. Droit d'emplacement

Les prix des emplacements sont fixés comme suit :

<u>FOIRES</u>		<u>PRIX AU METRE COURANT</u>
1 ^{ère} Kermesse de Stockel	place Dumon	62,00 EUR
2 ^{ème} Kermesse de Stockel	place Dumon	30,00 EUR
Kermesse de Sainte-Alix	parvis Sainte-Alix	30,00 EUR

Le receveur communal ou son représentant est seul autorisé à percevoir le droit d'emplacement.

Article 5. Conditions relatives à l'attribution des emplacements

§ 1. Les emplacements pour les attractions foraines sur une fête foraine publique sont attribués :

- aux titulaires d'une "autorisation patronale d'activités foraines" pour leur propre compte ;
- aux personnes morales par l'intervention de la personne responsable de leur gestion journalière titulaire de "l'autorisation patronale d'activités foraines".

Le bénéficiaire de l'attribution est soumis aux conditions suivantes :

- l'exploitant doit être dûment couvert par des polices d'assurance contre l'incendie et en responsabilité civile ;
- lorsqu'il s'agit d'une attraction foraine à propulsion de personnes actionnée par une source d'énergie non humaine, l'attraction doit être conforme aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté royal du 18.06.2003 relatif à l'exploitation d'attractions foraines ;
- l'exploitant doit apporter la preuve que l'exploitation de l'attraction foraine recourant à des animaux est conforme aux prescriptions réglementaires relatives à cette matière ;

§ 2. Les emplacements pour les établissements de gastronomie foraine sans service à table sur une fête foraine publique sont attribués :

- aux titulaires d'une "autorisation patronale d'activités ambulantes" pour leur propre compte ;
- aux personnes morales par l'intervention de la personne responsable de leur gestion journalière titulaire de "l'autorisation patronale d'activités ambulantes".

Le bénéficiaire de l'attribution est soumis aux conditions suivantes :

- l'exploitant doit être dûment couvert par des polices d'assurance contre l'incendie et en responsabilité civile ;
- l'exploitant doit apporter la preuve que l'établissement ainsi que les personnes qui y sont occupées satisfont aux conditions réglementaires en matière de santé publique.

§ 3. Dans les deux cas, afin de garantir la diversité de l'offre, le nombre d'emplacements par entreprise est limité à 3.

Article 6. Proportion abonnement - emplacements attribués pour la durée de la fête foraine publique

Les emplacements sur les fêtes foraines publiques sont attribués par abonnement ou, dans certaines conditions, pour la durée de la foire.

L'attribution pour la durée de la fête foraine est possible :

- en cas d'absolue nécessité ;
- en cas d'obligations inhérentes au renouvellement de la foire (par exemple, l'introduction de nouvelles attractions).

Les emplacements par abonnement sont attribués à l'exploitant qui a obtenu pendant trois années consécutives un même emplacement pouvant faire l'objet d'un abonnement.

Pour le calcul du délai, les années consécutives d'occupation de l'emplacement par le cédant sont comptabilisées au bénéfice du cessionnaire pour autant qu'il n'y ait pas eu d'interruption à la reprise.

La règle de trois ans ne joue pas lorsque l'emplacement a été obtenu à la suite d'une suspension de l'abonnement. Cette restriction ne s'applique toutefois pas à la personne qui, ultérieurement, est devenue cessionnaire de l'emplacement.

Article 7. Règles d'attribution des emplacements sur les fêtes foraines publiques

§ 1. Vacance et candidature emplacement

Lorsqu'un emplacement est vacant, cette vacance est annoncée par la publication d'un avis.

Cette publication se fera au moyen d'un avis affiché sur le tableau d'information communal ou via le site web de la commune ou via la presse locale.

Les candidatures doivent être introduites selon les prescriptions et dans le délai prévu dans la publication. Les candidatures qui ne répondent pas à ces conditions ne seront pas retenues.

§ 2. Examen des candidatures

Pour la comparaison des candidatures, le Collège des Bourgmestre et Echevins examine si l'on répond aux conditions en matière d'attribution mentionnées à l'article 5 du présent règlement.

Les emplacements sont attribués sur la base de l'un ou plusieurs des critères suivants :

- a.- le genre d'attraction ou d'établissement ;
- b.- les spécifications techniques de l'attraction ou de l'établissement ;
- c.- le degré de sécurité de l'attraction ou de l'établissement ;
- d.- l'attrait de l'attraction ou de l'établissement ;
- e.- la compétence de l'exploitant, des "préposés-responsables" et du personnel employé ;
- f.- s'il y a lieu, l'expérience utile ;
- g.- le sérieux et la moralité du candidat.

L'ouverture des candidatures, leur examen comparatif, la vérification des conditions et la décision motivée d'attribution de l'emplacement sont actés dans un procès-verbal.

§ 3. Notification de l'attribution de l'emplacement

Le Collège des Bourgmestre et Echevins communique au candidat à qui l'emplacement a été attribué ainsi qu'à tout candidat non retenu la décision qui le concerne :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception.

Article 8. Le registre ou plan des emplacements attribués

Un plan ou registre est tenu, mentionnant au moins pour chaque emplacement attribué :

- a.- la situation de l'emplacement ;
- b.- les modalités d'attribution de l'emplacement ;
- c.- la durée du droit d'usage ou de l'abonnement ;
- d.- le nom, le prénom, l'adresse de la personne à laquelle ou par l'intermédiaire de laquelle l'emplacement a été attribué ;
- e.- s'il y a lieu, la raison sociale de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué et l'adresse de son siège social ;
- f.- le numéro d'entreprise ;
- g.- le genre d'attraction ou d'établissement occupé ou admis sur l'emplacement ;
- h.- le prix de l'emplacement, sauf s'il est fixé de manière uniforme ;
- i.- s'il y a lieu, l'identification du cédant et la date de la cession.

Article 9. Procédure d'urgence

Une procédure d'urgence est prévue lorsque, dans les quinze jours précédant l'ouverture de la fête foraine, des emplacements demeurent vacants, pour une des raisons suivantes :

- les emplacements n'ont pas pu être attribués à l'issue de la procédure ordinaire (cf. article 7 du présent règlement) ;
- les emplacements le sont devenus entre-temps ;
- les emplacements sont inoccupés en raison de l'absence de leur titulaire.

La procédure d'urgence est fixée comme suit :

- 1.- le Collège des Bourgmestre et Echevins consulte les candidats de son choix ; il s'adresse, dans la mesure du possible, à plusieurs candidats par emplacement à pourvoir ;
- 2.- les candidatures sont introduites soit sur support durable avec accusé de réception, soit par écrit contre accusé de réception ;
- 3.- le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à l'attribution des emplacements ;
- 4.- il établit un procès-verbal mentionnant, par vacance ou emplacement inoccupé, les candidats qui ont fait acte de candidature ;
- 5.- lorsque plusieurs candidats postulent un même emplacement, le Collège des Bourgmestre et Echevins indique au procès-verbal la motivation de son choix ;
- 6.- il notifie à chaque candidat, soit par lettre recommandée avec accusé de réception, soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception, soit sur support durable avec accusé de réception, la décision qui le concerne.

Le placement des exploitants d'attractions ou d'établissements forains auxquels un emplacement a été attribué sur la base de la procédure d'urgence, peut donner lieu à des aménagements du plan de la fête foraine, pour autant que ceux-ci demeurent limités et strictement motivés par les nécessités techniques d'incorporation des nouveaux arrivants dans le champ de foire.

Les aménagements doivent être soumis à l'approbation du plus prochain Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 10. Durée de l'abonnement

1.- L'abonnement a une durée de cinq ans.

Il est renouvelé tacitement à son terme, sauf dans les cas visés dans le cadre de la suspension (cf. article 11) ou de la renonciation à l'abonnement (cf. article 12).

2.- Le titulaire de l'abonnement peut, sur demande motivée, obtenir l'abonnement pour une durée plus courte. Cette demande est honorée lorsqu'elle est justifiée par la cessation des activités en fin de carrière.

Elle est laissée à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins lorsqu'elle est sollicitée pour d'autres motifs.

Article 11. Suspension de l'abonnement par son titulaire

Le titulaire de l'abonnement peut suspendre l'abonnement :

1.- lorsqu'il se trouve dans l'incapacité temporaire d'exercer son activité :

- pour maladie ou accident, attesté par un certificat médical ;
- pour cas de force majeure dûment démontré.

La suspension prend effet immédiatement après notification de l'incapacité et cesse à la fin de la fête foraine.

Si la suspension excède un an, elle doit être renouvelée au moins trente jours avant la date de début de la fête foraine.

2.- lorsqu'il dispose d'un abonnement pour une autre fête foraine qui se déroule à une même période.

La suspension doit être notifiée au moins trois mois avant le début de la fête foraine. Elle ne peut excéder trois années consécutives.

La suspension implique la suspension des obligations réciproques nées du contrat.

La demande de suspension de l'abonnement doit se faire :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;

Article 12. Renonciation à l'abonnement par son titulaire

Le titulaire de l'abonnement peut renoncer à l'abonnement :

- au terme de l'abonnement, moyennant un préavis d'au moins trois mois ;
- à la cessation de ses activités, moyennant un préavis d'au moins trois mois ;
- s'il est dans l'incapacité définitive d'exercer son activité pour l'une des raisons mentionnées à l'article 11-1° ;
- le titulaire peut solliciter la fin anticipée de son abonnement pour d'autres motifs. La décision de donner suite à cette demande est laissée à l'appréciation du Collège des Bourgmestre et Echevins ;
- les ayants droit de la personne physique exerçant son activité pour son propre compte peuvent, au décès de celle-ci, renoncer, sans préavis, à l'abonnement dont elle était titulaire.

La demande de renonciation à l'abonnement doit se faire :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;

Article 13. Suspension ou retrait de l'abonnement par le Collège des Bourgmestre et Echevins

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut retirer ou suspendre l'abonnement :

- 1.- soit parce que le titulaire de l'emplacement ne satisfait plus aux obligations légales relatives à l'exercice des activités foraines ou celles relatives à l'attraction ou à l'établissement concerné ;
- 2.- soit pour raisons de sécurité et de sûreté sur la voie publique.

La décision de suspension ou de retrait de l'abonnement doit se faire :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception.

Article 14. Cession d'un emplacement

La cession d'un emplacement est autorisée lorsque :

- 1.- le titulaire d'un emplacement sur une fête foraine publique cesse l'exploitation de son ou de ses attractions ou de son ou ses établissements ;
- 2.- le titulaire de l'emplacement décède. Ses ayants droit peuvent céder son emplacement.

Dans les deux cas, la cession est uniquement possible aux conditions suivantes :

- le ou les cessionnaires reprennent la ou les attractions ou le ou les établissements exploités sur les emplacements cédés ;
- le repreneur satisfait aux conditions de cession et d'attribution d'un emplacement sur la fête foraine (cf. article 5).

Le cessionnaire ainsi que le repreneur communique la cession à l'Administration communale :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;

Article 15. Occupation des emplacements

§ 1. Les emplacements "attraction foraine" peuvent être occupés par :

- 1.- les personnes auxquelles l'emplacement a été attribué (cf. article 5), titulaires d'une "autorisation patronale d'activités foraines" ;
- 2.- le responsable de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaire d'une "autorisation patronale d'activités foraines" ;
- 3.- le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaire d'une "autorisation patronale d'activités foraines" pour l'exercice de l'activité foraine en propre compte ;
- 4.- les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaires de "l'autorisation patronale d'activités foraines" pour l'exercice de l'activité foraine en propre compte ;
- 5.- les personnes titulaires de "l'autorisation de préposé-responsable d'activités foraines" qui exercent l'activité foraine pour le compte ou au service des personnes visées aux points 1) à 4) ;
- 6.- les préposés qui exercent l'activité foraine pour le compte ou au service de personnes visées aux points 1) à 4), sous le contrôle et en la présence de celles-ci ou d'une personne visée au point 5) ;

Les personnes visées aux points 2) à 5) peuvent occuper ces emplacements pour autant que leur autorisation soit valable pour l'attraction ou l'établissement exploité sur ceux-ci.

Elles peuvent occuper ces emplacements en dehors de la présence des personnes auxquelles ou par lesquelles ils ont été attribués.

§ 2. Les emplacements pour une activité ambulante de gastronomie foraine sans service à table peuvent être occupés par :

- 1.- les personnes auxquelles l'emplacement a été attribué (cf. article 5), titulaires d'une "autorisation patronale d'activités ambulantes" ;
- 2.- le responsable de la gestion journalière de la personne morale à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaire d'une "autorisation patronale d'activités ambulantes" ;
- 3.- les associés de fait de la personne physique à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaires de "l'autorisation patronale" pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
- 4.- le (ou la) conjoint(e) ou le (ou la) cohabitant(e) légal(e) de la personne physique à laquelle l'emplacement a été attribué, titulaire d'une "autorisation patronale" pour l'exercice d'une activité ambulante en propre compte ;
- 5.- les personnes titulaires d'une "autorisation de préposé A" ou d'une "autorisation de préposé B" qui exercent l'activité ambulante pour le compte ou au service de la personne physique ou morale visée aux points 1) à 4) ;
- 6.- les personnes dispensées de l'autorisation d'activités ambulantes dans un établissement de gastronomie foraine sans service à table, en présence et sous le contrôle du titulaire de "l'autorisation patronale d'activités ambulantes" ou du titulaire de "l'autorisation d'activités ambulantes en tant que préposé A ou B" ;

Les personnes énumérées aux points 2) à 5) peuvent occuper les emplacements en dehors de la présence des personnes auxquelles ou par lesquelles ils ont été attribués.

Article 16. Suppression définitive d'emplacements

Un préavis d'un an est donné aux titulaires d'emplacements en cas de suppression définitive d'une fête foraine ou d'une partie de ses emplacements. En cas d'absolue nécessité ce délai n'est pas d'application.

Article 17. Forme et contenu des abonnements

Le Collège des Bourgmestre et Echevins prescrit la forme et le contenu des abonnements. L'abonnement peut imposer des conditions complémentaires vis-à-vis du présent règlement.

CHAPITRE 2. - Organisation d'activités foraines et d'activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques

Article 18. Champ d'application

§ 1. Activités organisées à la demande d'un exploitant forain

Quiconque souhaite occuper un emplacement à un ou plusieurs endroits du domaine public, en dehors des fêtes foraines publiques, afin d'exploiter une attraction foraine ou un établissement de gastronomie foraine avec ou sans service à table doit en faire la demande au préalable au Collège des Bourgmestre et Echevins :

- soit par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ;
- soit par lettre remise de la main à la main contre accusé de réception ;

§ 2. Activités organisées par la commune

Lorsque la commune souhaite attribuer un emplacement sur le domaine public, la procédure décrite à l'article 7 est suivie. Les heures d'ouverture sont à convenir avec les demandeurs, les services de Police ayant été préalablement consultés.

Tous les renseignements relatifs à l'occupation du domaine public peuvent être obtenus à :

Administration communale de Woluwe-Saint-Pierre
avenue Charles Thielemans 93
1150 Bruxelles

Article 19. Conditions en matière d'attribution et d'occupation des emplacements

Les personnes répondant aux conditions d'obtention (cf. article 5) et d'occupation d'emplacements (cf. article 15) peuvent obtenir un emplacement sur le domaine public et l'occuper.

Article 20. Durée de l'autorisation

L'autorisation est accordée par le Collège des Bourgmestre et Echevins pour une période déterminée.

CHAPITRE 3. - Dispositions finales

Article 21. Stationnement des véhicules

A l'exception des véhicules affectés à l'exploitation des attractions foraines, des établissements de gastronomie foraine sans service à table et des roulottes foraines, aucun véhicule ne pourra être laissé en stationnement sur l'aire des activités foraines.

Il est de plus interdit de parquer les véhicules non destinés à l'exploitation des attractions foraines, des établissements de gastronomie foraine sans service à table et des roulottes foraines à une distance de 500 mètres des lieux.

Article 22. Pouvoirs de contrôle

Les personnes chargées de l'organisation pratique des fêtes foraines publiques et des activités foraines sur le domaine public, dûment commissionnées par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont habilitées à vérifier les documents visés à l'article 5.

Article 23. Paiement de la redevance

La redevance est payable anticipativement entre les mains du receveur communal, des préposés ou des agents percepteurs désignés à cet effet.

Article 24. Recouvrement de la redevance

A défaut de paiement, le recouvrement de la redevance est poursuivi par toute voie de droit.

Article 25. Entrée en vigueur du présent règlement

Le présent règlement est envoyé au Ministre des Classes moyennes dans le mois qui suit son adoption et entre en vigueur le 01.12.2011.

POUR EXTRAIT CONFORME
Woluwe-Saint-Pierre, le 25 novembre 2011

Par ordonnance :
Le Secrétaire communal,

Pour le Bourgmestre :
L'Echevin délégué,

Zitting van 24 november 2011

Aanwezig : Dhr. W. Draps, Burgemeester-Voorzitter ;
 Dhr. S. de Patoul, Dhr. D. De Keyser, Mw. A.C. d'Ursel, Dhr. J.-C. Laes, Mw. B. de Spirlet, Mw. A.-M. Claeys-Matthys,
 Mw. C. Dejonghe, Dhr. P. van Cranem, Schepenen ;
 Dhr. B. Cerexhe, Dhr. C. Vanhee, Dhr. E. Kesteloot, Dhr. C. Carels, Mw. C. Persoons, Dhr. D. Harmel, Dhr. E. Degrez,
 Mw. C. Renson, Dhr. F. Delpérée, Dhr. P. Lefèvre, Dhr. V. Jammaers, Mw. J. Raskin, Mw. L. Smajda,
 Dhr. R. Rampelberg, Mw. P. de Bergeyck, Mw. C. Sallé, Mw. F. de Callatay-Herbiet, Dhr. F. Liégeois,
 Mw. M. Vamvakas, Mw. D. Servais, Mw. M. Nothomb, Gemeenteraadsleden ;
 Dhr. G. Mathot, Gemeentesecretaris.

Retributiereglement betreffende kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten openbare kermissen - Wijziging

DE RAAD, in openbare vergadering,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, zoals gewijzigd door federale en gewestelijke bepalingen, met name artikel 117 ;

Gelet op de wet van 25.06.1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten, met name de artikelen 8 tot en met 10 ;

Gelet op het koninklijk besluit van 24.09.2006 betreffende de uitoefening en organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie, met name de artikelen 4 en 8 tot en met 22 ;

Overwegende dat krachtens artikel 8 § 1 van de wet van 25.06.1993 de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op de openbare markten en kermissen wordt geregeld bij gemeentelijk reglement ;

Overwegende dat krachtens artikel 9 § 1 van de wet van 25.06.1993 de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten op het openbaar domein, buiten de openbare markten en kermissen, wordt geregeld bij gemeentelijk reglement ;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen ;

BESLUIT eenparig, het retributiereglement betreffende kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten openbare kermissen zoals volgt te wijzigen :
HOOFDSTUK 1. - Organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie op openbare kermissen

Artikel 1. Toepassingsgebied en definities

Als **kermis** wordt beschouwd elk evenement ingericht of voorafgaand toegelaten door de gemeente om, op vastgestelde plaatsen en tijdstippen, de uitbaters van kermisattracties of van vestigingen van kermisgastronomie, die er producten of diensten aan de consument verkopen, samen te brengen.

Als **kermisactiviteit** wordt beschouwd elke verkoop, te koop aanbidding of uitstalling met het oog op de verkoop van diensten aan de consument in het kader van de uitbating van kermisattracties of van vestigingen van kermisgastronomie zonder bediening aan tafel.

Dit reglement is niet van toepassing op pretparken, noch op vaste kermisattracties.

Artikel 2. Informatie

Alle foren zullen aangekondigd worden door de foorpers. Inlichtingen betreffende de foren zijn te verkrijgen bij :

Gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe
 Charles Thielemanslaan 93
 1150 Brussel

Artikel 3. Gegevens van openbare kermissen

De gemeente richt op het openbaar domein volgende openbare kermissen in :

<u>PLAATS</u>	<u>PERIODE</u>	<u>DUUR</u>
1. Dumonplein (Stokkel)	De week van Hemelvaartsdag	9 dagen
2. Dumonplein (Stokkel)	De week van 15 augustus	9 dagen
3. Sinte-Aleidisvoorplein	De tweede week na Pinkstermaandag	14 dagen

De openingsuren van de foren zijn als volgt bepaald :

- a.- maandag-dinsdag-woensdag-donderdag : van 16 u. 00 tot 22 u. 00 ;
- b.- vrijdag-zaterdag-zondag en feestdagen : van 10 u. 00 tot 24 u. 00.

De Gemeenteraad geeft volmacht aan het College van Burgemeester en Schepenen om de data voor de kermissen te bepalen.

De standplaatsen ingenomen door de foorinrichtingen en kermiskramen ter gelegenheid van voornoemde kermissen mogen niet langer bezet worden dan gedurende de in dit artikel vermelde periodes.

Artikel 4. Plaatsrecht

De prijzen van de standplaatsen zijn als volgt bepaald :

<u>KERMISSEN</u>		<u>PRIJS PER LOPENDE METER</u>
1 ^{ste} Kermis van Stokkel	Dumonplein	62,00 EUR
2 ^{de} Kermis van Stokkel	Dumonplein	30,00 EUR
Kermis van Sinte-Aleidis	Sinte-Aleisvoorplein	30,00 EUR

Alleen de gemeenteontvanger of zijn vertegenwoordiger is gemachtigd de opbrengst van het standplaatsrecht te innen.

Artikel 5. Voorwaarden betreffende de toewijzing van de standplaatsen

§ 1. De standplaatsen voor kermisattracties op een openbare kermis worden toegewezen :

- aan de houders van een "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten" voor eigen rekening ;
- aan de rechtspersonen door tussenkomst van de persoon verantwoordelijk voor hun dagelijks bestuur, houders van de "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten".

De persoon die een standplaats toegewezen krijgt, is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

- de uitbater dient behoorlijk gedekt te zijn door verzekeringspolissen betreffende burgerlijke aansprakelijkheid en tegen brandrisico's ;
- wanneer het een kermisattractie met voortbeweging van personen, aangedreven door een niet-menselijke energiebron betreft, moet de attractie voldoen aan de bepalingen van artikel 10 van het koninklijk besluit van 18.06.2003 betreffende de uitbating van kermistoestellen ;
- de uitbater moet het bewijs leveren dat de uitbating van de kermisattractie met dieren voldoet aan de reglementaire voorschriften inzake deze materie ;

§ 2. De standplaatsen voor vestigingen van kermisgastronomie zonder bediening aan tafel op een openbare kermis worden toegewezen :

- aan de houders van een "machtiging als werkgever in ambulante activiteiten" voor eigen rekening ;
- aan rechtspersonen door tussenkomst van de persoon verantwoordelijk voor hun dagelijks bestuur, houders van de "machtiging als werkgever in ambulante activiteiten".

De persoon die een standplaats toegewezen krijgt, is onderworpen aan de volgende voorwaarden :

- de uitbater dient behoorlijk gedekt te zijn door verzekeringspolissen betreffende burgerlijke aansprakelijkheid en tegen brandrisico's ;
- de uitbater moet het bewijs leveren dat de vestiging en de personen die er werkzaam zijn voldoen aan de reglementaire voorwaarden betreffende volksgezondheid.

§ 3. Teneinde de diversiteit van het aanbod te waarborgen, is in beide gevallen het aantal standplaatsen per onderneming beperkt tot 3.

Artikel 6. Verhouding abonnement - standplaatsen toegekend voor de duur van de openbare kermis

De standplaatsen op de openbare kermissen worden toegewezen per abonnement of, in bepaalde omstandigheden, voor de duur van de kermis.

De toewijzing voor de duur van de kermis is mogelijk :

- in geval van absolute noodzaak ;
- wanneer de verplichtingen onafscheidelijk zijn verbonden aan de hernieuwing van de kermis (bijvoorbeeld introductie van nieuwe attracties).

De standplaatsen per abonnement worden toegewezen aan de uitbater die eenzelfde standplaats op een abonnementsplaats heeft verkregen gedurende drie opeenvolgende jaren.

Voor de berekening van de termijn, worden de opeenvolgende jaren van verkrijging van de standplaats door de overlater verrekend in het voordeel van de overnemer, op voorwaarde dat er geen onderbreking was bij de overname.

De regel van drie jaar geldt niet wanneer de standplaats werd verkregen naar aanleiding van een opschorting van het abonnement. Deze beperking is echter niet van toepassing op de persoon die daarna de nieuwe overnemer van de standplaats is geworden.

Artikel 7. Toewijzingsregels voor standplaatsen op de openbare kermissen

§ 1. Vacature en kandidatuurstelling standplaats

Wanneer een standplaats vrijkomt, zal deze vacature bekend gemaakt worden door publicatie van een kennisgeving.

Deze kennisgeving zal gebeuren door middel van een bericht aangeplakt aan het gemeentelijk infobord of via de website van de gemeente of de lokale pers.

De kandidaturen worden ingediend volgens de voorschriften en binnen de termijn voorzien in de kennisgeving van de vacature. Kandidaturen die hieraan niet voldoen, worden niet weerhouden.

§ 2. Onderzoek van de kandidaturen

Voor de vergelijking van de kandidaturen onderzoekt het College van Burgemeester en Schepenen of voldaan is aan de voorwaarden betreffende de toewijzing vermeld in artikel 5 van dit reglement.

De standplaatsen worden toegewezen op basis van één of meer van de volgende criteria :

- a.- de aard van de attractie of van de vestiging ;
- b.- de technische specificaties van de attractie of van de vestiging ;
- c.- de veiligheidsgraad van de attractie of van de vestiging ;
- d.- de aantrekkingskracht van de attractie of van de vestiging ;
- e.- de deskundigheid van de uitbater, van de "aangestelde verantwoordelijken" en van het tewerkgestelde personeel ;
- f.- desgevallend, de nuttige ervaring ;
- g.- de ernst en het zedelijk gedrag van de kandidaat.

Het openen van de kandidaturen, hun vergelijkend onderzoek, de controle van de voorwaarden en de gemotiveerde beslissing tot toewijzing van de standplaats worden opgenomen in een proces-verbaal.

§ 3. Bekendmaking van de toewijzing van de standplaats

Het College van Burgemeester en Schepenen deelt zowel aan de kandidaat die de standplaats toegewezen kreeg als aan elke niet weerhouden kandidaat de beslissing die hem aanbelangt mee :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

Artikel 8. Het register of plan van de toegewezen standplaatsen

Een plan of register wordt bijgehouden waarin voor elke toegewezen standplaats ten minste vermeldt staat :

- a.- de situering van de standplaats ;
- b.- de toewijzingsmodaliteiten van de standplaats ;
- c.- de duur van het gebruiksrecht of het abonnement ;
- d.- de naam, de voornaam, het adres van de persoon aan wie of door tussenkomst van wie de standplaats toegewezen werd ;
- e.- desgevallend, het maatschappelijke doel van de rechtspersoon aan wie de standplaats toegewezen werd en het adres van haar maatschappelijke zetel ;
- f.- het ondernemingsnummer ;
- g.- de aard van de attractie of van de vestiging die de standplaats inneemt of die op de standplaats toegelaten is ;
- h.- de prijs van de standplaats behalve wanneer deze uniform werd vastgesteld ;
- i.- desgevallend, de identificatie van de overlater en de datum van de overdracht.

Artikel 9. Spoedprocedure

Een spoedprocedure wordt voorzien indien, in de vijftien dagen voorafgaand aan de opening van de kermis, de standplaatsen vacant blijven, om een van de volgende redenen :

- de standplaatsen konden niet worden toegewezen na afloop van de gewone procedure (cf. artikel 7 van dit reglement) ;
- de standplaatsen zijn het in die tussentijd geworden ;
- de standplaatsen zijn niet bezet wegens de afwezigheid van hun houder ;

De spoedprocedure wordt als volgt bepaald :

- 1.- het College van Burgemeester en Schepenen raadpleegt de door hem gekozen kandidaten ; het richt zich, in de mate van het mogelijke, tot verscheidene kandidaten per voorziene standplaats ;
- 2.- de kandidaturen worden ingediend hetzij per duurzame drager tegen ontvangstbewijs, hetzij schriftelijk tegen ontvangstbewijs ;
- 3.- het College van Burgemeester en Schepenen gaat over tot de toewijzing van de standplaatsen ;
- 4.- het stelt een proces-verbaal op dat per vacature of onbezette standplaats de kandidaten vermeldt die hun kandidatuur hebben ingediend ;

- 5.- indien meerdere kandidaten naar eenzelfde standplaats dingen, geeft het College van Burgemeester en Schepenen in het proces-verbaal de motivatie van zijn keuze aan ;
- 6.- het deelt aan iedere kandidaat, hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding, hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding, hetzij per duurzame drager met ontvangstmelding, de beslissing mee die hem aanbelangt.

Het plaatsen van uitbaters van kermisattracties of vestigingen waaraan een standplaats werd toegewezen op basis van de spoedprocedure, kan leiden tot aanpassingen aan het plan van de kermis, voor zover deze beperkt blijven en nauwkeurig worden gemotiveerd door de technische noodzakelijkheden van de toevoeging van de nieuwkomers op het kermisterrein. De aanpassingen zullen onderworpen worden aan de goedkeuring van het eerstvolgende College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 10. Duur abonnement

- 1.- Het abonnement heeft een duur van vijf jaar.
Na afloop wordt het stilzwijgend verlengd behalve in de gevallen bedoeld bij het opschorten (cf. artikel 11) of het afstand doen van het abonnement (cf. artikel 12).
- 2.- De houder van het abonnement kan, op gemotiveerd verzoek, het abonnement voor een kortere duur verkrijgen. Deze aanvraag wordt ingewilligd bij de stopzetting van de activiteiten aan het einde van de loopbaan.
Indien zij omwille van andere motieven aangevraagd wordt, hangt ze af van de beoordeling van het College van Burgemeester en Schepenen.

Artikel 11. Opschorting van het abonnement door de houder ervan

De houder van het abonnement kan het abonnement opschorten wanneer :

- 1.- hij tijdelijk ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen :
 - door ziekte of ongeval op grond van een medisch attest ;
 - door overmacht op een verantwoorde wijze aangetoond.

De opschorting gaat in onmiddellijk na de bekendmaking van de ongeschiktheid en houdt op het einde van de kermis op. Indien de opschorting één jaar overschrijdt, moet zij minstens dertig dagen voor het begin van de kermis hernieuwd worden.

- 2.- hij over een abonnement beschikt voor een andere kermis die op hetzelfde ogenblik plaats heeft.

De opschorting moet worden bekend gemaakt ten minste drie maanden voor de begindatum van de kermis. Zij mag geen drie opeenvolgende jaren overschrijden.

De opschorting impliceert de opschorting van de wederzijdse verplichtingen die uit de overeenkomst voortkomen.

De vraag tot opschorting dient te gebeuren :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

Artikel 12. Afstand van het abonnement door de houder ervan

De houder van het abonnement kan van het abonnement afstand doen :

- bij de vervalddag van het abonnement, mits een opzegtermijn van ten minste drie maanden ;
- bij de stopzetting van zijn activiteiten, mits een opzegtermijn van ten minste drie maanden ;
- indien hij definitief ongeschikt is om zijn activiteit uit te oefenen omwille van redenen vermeld in artikel 11-1° ;
- de houder kan een vervroegde beëindiging van zijn abonnement aanvragen voor andere motieven. De beslissing om gevolg aan deze aanvraag te geven hangt af van de beoordeling van het College van Burgemeester en Schepenen ;
- de rechthebbenden van de natuurlijke persoon die voor eigen rekening zijn activiteit uitoefent, kunnen bij zijn overlijden, zonder vooropzeg, afstand doen van het abonnement waarvan hij de houder was.

De aanvraag tot afstand van het abonnement dient te gebeuren :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

Artikel 13. Schorsing en intrekking van het abonnement door het College van Burgemeester en Schepenen

Het College van Burgemeester en Schepenen kan het abonnement intrekken of opschorten :

- 1.- hetzij omdat de titularis van de standplaats niet langer voldoet aan de wettelijke verplichtingen betreffende de uitoefening van kermisactiviteiten of aan deze die van toepassing zijn op de betrokken attractie of vestiging ;
- 2.- hetzij voor de algemene veiligheid en de veiligheid op de openbare weg.

De beslissing tot schorsing of intrekking van het abonnement dient te gebeuren :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

Artikel 14. Overdracht van een standplaats

De overdracht van een standplaats is toegelaten wanneer :

- 1.- de houder van een standplaats op een openbare kermis de uitbating van zijn attractie(s) of zijn vestiging(en) stopzet ;
- 2.- de houder van een standplaats overlijdt. Zijn rechthebbenden kunnen zijn standplaats overlaten.

In beide gevallen is overdracht slechts mogelijk op volgende voorwaarden :

- de overnemer(s) neemt de attractie(s) of vestiging(en) uitgbaat op de overgedragen standplaatsen over ;
- de overnemer voldoet aan de voorwaarden tot het toewijzen van een standplaats op de kermis (cf. artikel 5) ;

De overdrager evenals de overnemer delen deze overdracht mee aan het Gemeentebestuur en dit dient te gebeuren :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

Artikel 15. Inname van de standplaatsen

§ 1. De standplaatsen voor een "kermisattractie" kunnen ingenomen worden door :

- 1.- de personen aan wie de standplaats toegewezen is (cf. artikel 5) houders "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten" ;
- 2.- de verantwoordelijke van het dagelijks bestuur van een rechtspersoon aan wie de standplaats is toegewezen, houder van de "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten" ;
- 3.- de echtgenoot of echtgenote of wettelijk samenwonende van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegewezen, houder van de "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten" voor de uitoefening van de kermisactiviteit voor eigen rekening ;
- 4.- de feitelijke vennoten van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegewezen, houders van de "machtiging als werkgever in kermisactiviteiten" voor de uitoefening van de kermisactiviteit voor eigen rekening ;
- 5.- de personen die beschikken over de "machtiging als aangestelde verantwoordelijke in kermisactiviteiten" die de kermisactiviteit uitoefenen voor rekening of in dienst van de personen bedoeld in punten 1) tot en met 4) ;
- 6.- aangestelden die de kermisactiviteit uitoefenen voor rekening of in dienst van de personen bedoeld in 1) tot en met 4) onder het gezag en in aanwezigheid van deze of van een persoon bedoeld in punt 5) ;

De personen bedoeld in punten 2) tot en met 5) kunnen deze standplaatsen innemen voor zover hun machtiging geldig is voor de attractie of vestiging die erop uitgbaat worden.

Zij kunnen deze standplaatsen innemen buiten de aanwezigheid van de personen aan wie of door middel van wie ze werden toegewezen.

§ 2. De standplaatsen voor een ambulante activiteit in kermisgastronomie zonder bediening aan tafel kunnen ingenomen worden door :

- 1.- de personen aan wie de standplaats toegewezen is (cf. artikel 5) houders van een "machtiging als werkgever in ambulante activiteiten" ;
- 2.- de verantwoordelijke voor het dagelijks bestuur van een rechtspersoon, aan wie de standplaats is toegewezen, houder van een "machtiging als werkgever in ambulante activiteiten" ;
- 3.- de feitelijke vennoten van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegewezen, houder van een "machtiging als werkgever" voor de uitoefening van een ambulante activiteit voor eigen rekening ;
- 4.- de echtgenoot of echtgenote en wettelijk samenwonende van de natuurlijke persoon aan wie de standplaats werd toegewezen, houder van een "machtiging als werkgever" voor de uitoefening van een ambulante activiteit voor eigen rekening ;
- 5.- door de personen die beschikken over een "machtiging als aangestelde A" of een "machtiging als aangestelde B", die een ambulante activiteit uitoefenen voor rekening of in dienst van de natuurlijke persoon of rechtspersoon bedoeld in punten 1) tot en met 4) ;
- 6.- door de personen vrijgesteld van de machtiging tot het uitoefenen van ambulante activiteiten in een vestiging kermisgastronomie zonder bediening aan tafel, in aanwezigheid en onder het gezag van de houder van de "machtiging ambulante activiteiten als werkgever" of van de houder van de "machtiging ambulante activiteiten als aangestelde A of B" ;

De personen opgesomd in punten 2) tot en met 5) kunnen de standplaatsen innemen buiten de aanwezigheid van de personen aan wie of door middel van wie ze werden toegewezen.

Artikel 16. Definitieve afschaffing van standplaatsen

Voor houders van standplaatsen geldt een opzegging van een jaar als een kermis of een deel van de standplaatsen definitief worden afgeschaft. In geval van overmacht is deze termijn niet van toepassing.

Artikel 17. Vorm en inhoud van de abonnementen

Het College van Burgemeester en Schepenen bepaalt de vorm en inhoud van de abonnementen. Ook kan het abonnement bijkomende voorwaarden opleggen ten opzichte van het huidige reglement.

HOOFDSTUK 2 - Organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie op het openbaar domein buiten openbare kermissen

Artikel 18. Toepassingsgebied

§ 1. Activiteiten georganiseerd op verzoek van een kermisuitbater

Eenieder die een standplaats wenst in te nemen op één of meerdere plaatsen van het openbaar domein buiten de openbare kermissen om een kermisattractie of vestiging van kermisgastronomie met of zonder bediening aan tafel uit te baten dient dit voorafgaand aan te vragen bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Deze aanvraag dient te gebeuren :

- hetzij bij ter post aangetekend schrijven met ontvangstmelding ;
- hetzij bij persoonlijk overhandigde brief tegen ontvangstmelding.

§ 2. Activiteiten georganiseerd door de gemeente

Wanneer de gemeente een standplaats op het openbaar domein wenst toe te kennen, wordt de procedure zoals omschreven in artikel 7 gevolgd.

De openingsuren zijn overeen te komen met de aanvragers, waarbij de Politiediensten voorafgaandelijk werden geraadpleegd.

Inlichtingen betreffende de bezetting van het openbaar domein kunnen worden verkregen bij :

Gemeentebestuur van Sint-Pieters-Woluwe
Charles Thielemanslaan 93
1150 Brussel

Artikel 19. Voorwaarden betreffende toewijzing en inname van de standplaatsen

De personen die voldoen aan de voorwaarden tot het verkrijgen (cf. artikel 5) en innemen van de standplaatsen op de openbare markt (cf. artikel 15) kunnen standplaatsen op het openbaar domein verkrijgen en innemen.

Artikel 20. Duur van de machtiging

De machtiging wordt voor een bepaalde periode door het College van Burgemeester en Schepenen toegekend.

HOOFDSTUK 3 - Slotbepalingen

Artikel 21. Parkeren van de voertuigen

Met uitzondering van die voertuigen die nodig zijn voor de uitbating van de kermisattracties, van de gastronomische vestigingen zonder bediening aan tafel en van hun woonwagens, mag geen enkel ander voertuig geparkeerd worden op de site van de kermis.

Bovendien is het verboden voertuigen die niet bestemd zijn voor de uitbating van de kermisattracties, van de gastronomische vestigingen zonder bediening aan tafel en hun woonwagens, te parkeren op minder dan 500 meter van de site van de kermis.

Artikel 22. Controlebevoegdheid

De personen belast met de praktische organisatie van de openbare kermissen en de kermisactiviteiten op het openbaar domein, hiertoe aangesteld door het College van Burgemeester en Schepenen zijn gemachtigd om de documenten vermeld in artikel 5 van dit reglement te controleren.

Artikel 23. Betaling van de retributie

De retributie wordt betaald bij de gemeenteontvanger, de aangestelde beambte of de waarnemende beambte er voor aangeduid.

Artikel 24. Innen van de retributie

Bij niet betaling zal de inning van de retributie rechtsgeldig vervolgd worden.

Artikel 25. Inwerkingtreding van het reglement

Dit reglement wordt binnen de maand na zijn aanvaarding naar de Minister van Middenstand verstuurd en treedt in werking op 01.12.2011.

VOOR EENSLUIDEND UITTREKSEL
Sint-Pieters-Woluwe, 25 november 2011

Op bevel :
De Gemeentesecretaris,

Voor de Burgemeester :
De afgevaardigde Schepen,